

DÉBATS & OPINIONS

La chronique d'ECORE

L'utilisation monétaire des brevets par les PME

Deux messages sont très souvent véhiculés à propos de la recherche et développement (R&D): les PME sont la principale source d'innovation et l'Europe accumule un déficit notable dans la R&D par rapport aux Etats-Unis. Un document de travail récent fait le pont entre ces deux observations. Il montre que les PME européennes ont plus de difficultés que les PME américaines à tirer profit de leur R&D (1). Cette situation est caractéristique du mal-être de l'innovation en Europe.

D'une manière générale, l'investissement dans la R&D est risqué et caractérisé par une forte asymétrie d'information. L'asymétrie d'information fait qu'un investisseur, qu'il soit banquier ou investisseur par capital-risque, exigera un rendement attendu très élevé sur un projet de R&D, puisqu'il est très peu informé de la chance de succès du projet qu'il finance (2). A priori, il est donc préférable que l'entreprise finance sa R&D à partir de fonds propres, moins coûteux.

Cette option n'est malheureusement pas envisageable pour de nombreuses PME, qui ne disposent pas des ressources nécessaires. Les PME se tourneront donc naturellement vers des capitaux externes. Cependant, comme elles n'ont généralement que peu d'actifs pouvant servir à garantir les prêts, elles feront face à un financement externe encore plus coûteux.

POURQUOI BREVETER?

Le but d'une entreprise souhaitant améliorer ses conditions de financement doit donc être

- d'augmenter ses revenus,
- de réduire l'asymétrie informationnelle
- de réduire son coût d'emprunt.

Un instrument intéressant à cet égard est le brevet. Pourquoi?

- il peut constituer une source directe de revenus
- il signale aux investisseurs potentiels que la technologie a des débouchés industriels concrets et a dépassé le stade du projet de laboratoire
- il peut servir de garantie pour réduire le coût du capital.

Si ces différents rôles du brevet sont bien compris, la pratique, elle, reste relativement peu étudiée.

Notre enquête vise précisément à mieux comprendre les pratiques de brevetage et à identifier l'importance de ces trois facteurs pour les PME. Elle porte sur un échantillon de 130 PME européennes et américaines. 30 à



Les PME souhaitent retirer un revenu direct de l'enregistrement de leurs brevets. Photo News

40% des PME déclarent qu'un facteur primordial pour l'enregistrement de leurs brevets est le revenu direct qu'elles pourront en tirer. Cette motivation est caractéristique des PME, les grandes entreprises étant surtout motivées par la protection de leur «liberté d'action» (freedom to operate) qui consiste à protéger un domaine technologique de l'action des concurrents.

DIFFICILE POUR LES PME

Toutefois, si les PME semblent désireuses de tirer profit de leurs actifs intellectuels, force est de

constater qu'elles rencontrent beaucoup de difficultés, particulièrement en Europe. L'étude révèle qu'une PME européenne aura environ 40% de chances en moins qu'une PME américaine de trouver un acquéreur pour une licence d'exploitation de son brevet. Le morcellement du mar-

ché européen des technologies est l'une des causes principales de cette différence. Plus problématique encore : les PME qui brevettent dans l'espoir de séduire des investisseurs ont aussi plus de brevets inutilisés. En d'autres termes, les produits innovants qu'elles développent restent inexploités par manque de moyens.

Afin de renverser la tendance, on ne peut que souhaiter une meilleure intégration du marché des technologies en Europe ainsi qu'une meilleure compréhension des techniques de valorisation des actifs intellectuels en vue d'en populariser l'utilisation. Il est également important que les différents offices de brevets en Europe maintiennent un examen de qualité pour renforcer la crédibilité du signal véhiculé par le brevet. Mais avant tout, il est essentiel que les acteurs du financement des PME soient conscients de l'importance de la propriété intellectuelle. ■

Gaëtan de Rassenfosse, Aspirant FNRS, ULB

(1) G. de Rassenfosse (2009) «Patent as a financing mechanism for SMEs». Document de travail ULB.

(2) B. Hall, «The Financing of Research and Development». Oxf Rev Econ Policy 2002; 18:35-51.

ECORE est né en 2006 de l'association de deux centres d'excellence (le CORE à l'UCL et ECARES à l'ULB) qui ont largement contribué à la réputation internationale de la recherche belge en économie, finance, recherche opérationnelle, économétrie et statistique.

L'Albanie mise sur l'Europe pour se libérer de son histoire

Ces dernières semaines, l'Albanie a officiellement intégré l'Otan et déposé sa candidature à l'Union européenne. Ces deux événements revêtent une grande importance symbolique pour la population albanaise.

L'inlassable activité diplomatique de Tirana depuis la difficile sortie du communisme en 1992 traduit en effet la volonté générale de mettre fin à un isolement en marge du temps. L'insertion résolue dans le système des relations internationales rompt avec la longue période d'autarcie imposée par le régime totalitaire qui a gouverné le pays pendant un demi-siècle. Le slogan « compter sur ses propres forces » exprimait la suspicion quasi paranoïaque du pouvoir communiste envers l'extérieur. Les bunkers qui recouvrent encore le territoire sont les totems désormais inutiles de cette époque.

À l'inverse, l'adhésion espérée à l'Europe signifierait tout à la fois retour dans le siècle, accès à la normalité contemporaine, progrès social et reconnaissance de l'identité européenne des Albanais. Paradoxalement, seule l'« idéologie européenne » parvient aujourd'hui à unifier les Albanais dans un projet national.

TRÈS LONGUE TRANSITION

La période ouverte par l'effondrement du régime communiste est habituellement qualifiée de transition. Mais le point d'arrivée est indéterminé. La classe politique albanaise revendique en permanence le changement, comme un objectif en soi, quand la population, désorientée par les brutales transformations de la société, recherche la stabilité. L'horizon européen donne alors sens à un avenir qui n'offre pas de repères.

Projeté dans l'océan de la mondialisation, le pays vit une vraie crise d'identité. La société albanaise est un exemple fascinant de postmodernité. Elle juxtapose traditions claniques dégradées, nostalgie pour la sécurité d'existence de la période communiste et ultralibéralisme économique. Une puissante mythologie nationale cohabite avec un inflexible désir d'exil. Le gigantesque chantier autoroutier qui devrait relier le port de Durrës et la capitale du Kosovo Prishtina isole un peu plus dans leur vie autarcique les montagnes reculées du Nord. L'économie grise et les transferts des travailleurs migrants assurent l'existence de milliers de familles.

Dans ce contexte, l'enthousiasme de la population envers l'Europe exprime en creux la défiance à l'égard de la classe politique albanaise, souvent médiocre, prédatrice ou corrompue. Il signifie aussi l'impatience de voir des organisateurs prendre la place des trop nombreux orateurs que compte le pays. Lassés des batailles politiques qui opposent plus souvent des personnes que des idées ou des projets, les Albanais demandent des solutions aux nombreuses difficultés de la vie quotidienne.

Dénoncée par les eurosceptiques, la froideur technocratique bruxelloise est, au contraire, idéalisée en Albanie comme garante d'une gestion efficace, neutre voire apolitique.



Safet Kryemadhi

Professeur à la Haute Ecole libre Ilya Prigogine

que, l'Europe se donnerait les moyens de gérer les défis de demain : immigration venue d'Asie et d'Afrique, lutte contre la criminalité organisée, intégration des économies balkaniques.

DES ÉLECTIONS TESTS

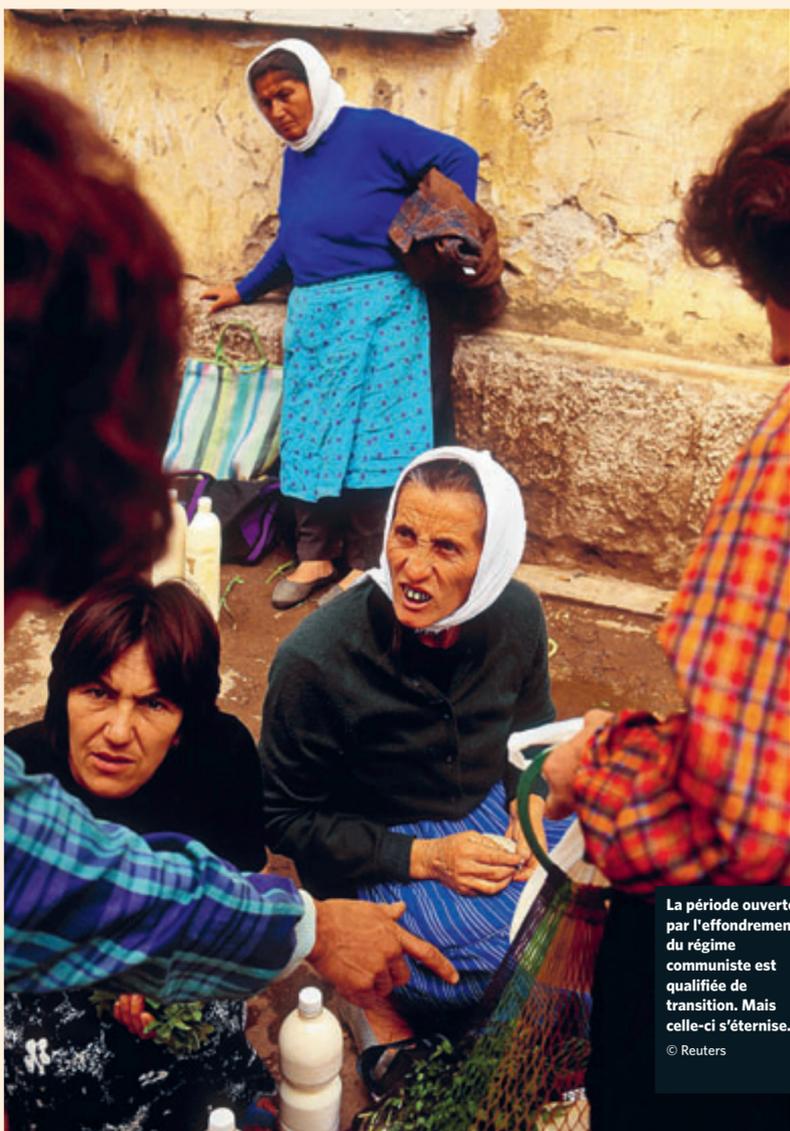
Les élections législatives albanaises du 28 juin intéresseront de près Bruxelles ; moins pour leurs résultats que pour la manière dont elles seront organisées.

Alors qu'un député de l'opposition socialiste a récemment été assassiné sans que le coupable soit identifié, il s'agira d'un nouveau test de maturité démocratique imposé à l'ensemble de la

classe politique albanaise. Celui-ci décidera du calendrier de la candidature à l'Europe.

L'Occident, dans ses déclinaisons européenne et américaine, est la nouvelle frontière de l'Albanie et sa terre promise. Il représente l'aire géographique de prospérité par excellence mais surtout un espace symbolique où les règles dominent les passions. Ce meilleur des mondes est le royaume de l'indifférence idéologique et religieuse, de la paix civile et des libertés individuelles. C'est le rêve réalisé contre l'utopie tragique de l'homme nouveau. En rejoignant l'Europe, les Albanais veulent à leur tour se libérer du poids de l'histoire. ■

“ La société albanaise est un exemple fascinant de postmodernité : traditions claniques dégradées, nostalgie pour la sécurité d'existence de la période communiste et ultralibéralisme économique.”



La période ouverte par l'effondrement du régime communiste est qualifiée de transition. Mais celle-ci s'éternise. © Reuters

L'Echo

Adresse Mediafin Avenue du Port 86c Boite 309 1000 Bruxelles - Tél.: 02/423 16 11 (Les jours ouvrables de 8h30 à 18h)	Abonnements et distribution abo@lecho.be - Tél.: 02/454 28 54 - Fax: 02/423 16 35	Numéro de compte Mediafin s.a. 412-7058051-21 TVA 0404.800.301	Publicité Trustmedia Tél.: 02/422 05 11 Fax: 02/422 05 10		
mediafin L'Echo est une publication de Mediafin					
Directeur Général Dirk Vélghe	Directeur des rédactions Frederik Delaplace	Directeur Opérationnel Geert Wellens	Directeur financier Arnaud Delmarcelle		
Rédactrice en chef Martine Maeschalck Rédacteur en chef adjoint Marc Lambrechts, Nicolas Ghislain News managers Denis Laloy, Serge Vandaele, Stéphane Wuille (Internet) Central News Desk cnd@mediafin.be Anne-Sophie Bailly, Amandine Clout David Collin, Xavier Degraux,	Isabelle Dyckmans, Vincent Georis, Sarah Godard, Entreprises & Business (entreprises@lecho.be) Michel Lauwers (éditeur), Françoise Antoine, Jean-Pierre Coppens, Arnaud De Handschutter, Nicolas Keszé, Jean-Yves Klein, Fabian Lacasse, Jean-Michel Lallieu, François-Xavier Lefèvre, Dominique Liesse, Jean-François Sacré, Luc Van Driessche	Economie & Politique (economie@lecho.be) Nathalie Bamps (éditrice), Jean-Paul Bombaerts, Christophe De Caemel, Stéphanie Dechamps, Françoise Delstanche, Caroline Geuzaine, Olivier Gosset, Gérard Guillaume, Catherine Mommaerts, Alain Narinx, Frédéric Rohart, Magali Uytterhaeghe Marchés & Placements (finances@lecho.be) Luc Charlier (éditeur), Philippe Degouy Tél. 02/423 17 66 Marc Collet,	Carine Mathieu, Jennifer Nille, Serge Quoidbach Focus & Dossier Pro Didier Bécard (éditeur) Débats & Opinions débats@lecho.be Sophie Leroy (éditrice) L'Echo week-end Luc Dechamps (éditeur) Cécile Berthaud Documentation Secrétariat de rédaction (p.degouy@lecho.be) Philippe Degouy Tél. 02/423 17 66	Lay-out Christine Dubois, Guy Gillain, André Heerinx, Bernard Longfills, Stéphane Nobels, Raphaël Toussaint Infographie Fabrizio Colucci, Patrick D'Haeyere, Benoît Haesen, Livio Marcolli, Frank Schulpé Photo Nima Ferdowsi,	Peter Janssen, Alexia Mangelindox, Sofie Van Hoof www.lecho.be Roxana Sedevic Mon Argent François Mathieu (éditeur), Muriel Michel Sabato Gerda Ackaert, Luc Dechamps Cotations Tijd Beursmedia

Ce journal est protégé par le droit d'auteur. Si vous souhaitez copier un article, une photo, une infographie, ... en de nombreux exemplaires, les utiliser commercialement, les scanner, les stocker et/ou les diffuser électroniquement, veuillez contacter Copiepress au 02/558.97.80 ou via info@copiepress.be. Plus d'infos : www.copiepress.be
 Editeur Responsable: Dirk Vélghe - Avenue du Port 86c - Boite 309 - 1000 Bruxelles